

# Un Clic pour éviter les boums

Le premier comité local d'information et de concertation (Clic), conçu pour développer l'information des citoyens sur les risques industriels, a été installé en Maurienne sans enthousiasme du côté des collectivités. Pourtant, la vallée abrite quatre établissements classés Seveso et a connu plusieurs épisodes de crise ces dernières années.



**Daniel Dufrenoy, maire de la Chambre et Christian Sapède, préfet de Savoie, réservés sur le Clic.**

**1** 7 juillet 1997 : des produits chlorés s'embrasent chez Blue Systems, à La Chambre. 3 octobre 2003 : un wagon de phosphore de l'usine Thermphos prend feu à Epierre. 12 janvier 2004 : nouvel incendie à Blue Systems de La Chambre (l'entreuse ne s'en relèvera pas).

Dans une vallée où l'industrie chimique est un employeur important, pour ne pas dire le principal, ces différents sinistres ont finalement fait assez peu de vagues. Certains maires, toutefois, se sont émus d'une mauvaise diffusion de l'information. Des associations, telles que "Vivre en Maurienne", ont voulu en savoir plus sur les produits, sur les risques. Pas facile. Aujourd'hui encore, presque personne n'a envie de «mettre la pression» sur les employeurs.

**«On est inquiet sur l'avenir du site, pas sur les risques industriels.»**

On s'en est rendu compte lors de la mise en place du nouveau comité local d'information et de concertation, une structure créée à la suite de la catastrophe de l'usine AZF. «L'objectif est d'améliorer le partage de l'information entre entreprises, collectivités locales et riverains, expli-

que le préfet, afin de développer une culture du risque, de permettre à chacun d'être acteur de sa sécurité». En précisant bien que les entreprises ne sont pas tenues de divulguer ce qu'elles considèrent relever du "secret commercial".

## CULTURE DU RISQUE

Le maire de La Chambre, Daniel Dufrenoy, soupire : «N'accumulons pas les contraintes pour les entreprises : elles finiront par partir. L'industrie chimique fait vivre de nombreux salariés mais aussi, pour le seul canton de la Chambre, une centaine d'entreprises».

Le préfet n'est pas loin d'apprécier : «Notre société n'accepte plus d'assumer le moindre risque. On veut tout et son contraire : on ne veut plus d'usine et on déplore la perte des emplois industriels. Le risque est consubstantiel à la vie...»

Côté salariés, personne ne semble non plus demander le Clic. Un membre du CHSCT de Péchiney résume l'ambiance générale : «On est inquiet sur l'avenir du site, pas sur les risques industriels». En d'autres temps, le

personnel de Blue Systems, après deux accidents, manifestait devant la sous-préfecture... pour que l'entreprise ne ferme pas.

Les entreprises ? Du coup, elles sont à l'aise pour décrire leur fonctionnement et les mesures prises en matière de sécurité. Elles ont a priori ouvert leurs dossiers avec volontarisme, mettant les principales données sur la table.

Annie Collombet, de l'association "Vivre en Maurienne", préfère "positiver" : «C'est la première fois que nous disposons d'autant de chiffres, c'est très positif. Je suis convaincue que les entreprises ont tout intérêt à vivre en bonne intelligence avec leur environnement. Je ne pense pas que les périmètres de sécurité soient définis à la légère. Jouer la carte de la transparence permettra y compris de pérenniser les usines. "Vivre en Maurienne" est née à la fin des années soixante-dix pour protester contre la pollution au fluor de Péchiney. Déjà, on nous accusait de vouloir faire fermer le site. Au contraire : il est toujours là, s'est développé, a développé des technologies de captation du fluor reconnues et vendues dans le monde entier». ■

Phillippe Claret

## COMMENT ÇA MARCHE ?

«Le Clic est un cadre d'échanges et d'informations sur les actions menées par les exploitants des établissements classés, sous le contrôle des pouvoirs publics, en vue de prévenir les risques d'accidents majeurs que peuvent présenter ces installations», cadre Bernard Arenti, directeur de la protection civile de Savoie. Le Clic Maurienne associe quatre entreprises plus une. Aluminium Péchiney, Arkema, Pack Systèmes Maurienne, Thermphos sont toutes classées Seveso et intégrées de facto. Pro. Phy. M, en principe pas concernée, a été ajoutée. Le comité couvre 23 communes de la basse vallée de Maurienne, d'Hermillon à Aiguebelle et réunit 29 personnes en cinq collèges :

- Administrations : sous-préfet, protection civile, Sdis, Drire, DDE, DDTEFP.
- Collectivités : Epierre, La Chambre, Saint-Avre, Saint-Etienne-de-Cuines, Saint-Jean-de-Maurienne, Saint-Martin-sur-la-Chambre.
- Exploitants et gestionnaires d'infrastructures : Aluminium Péchiney, Arkema, Pack Systèmes, Thermphos, Pro. Phy. M, mais aussi la SFTRF.
- Riverains : parents d'élèves, Vivre en Maurienne, société de chasse, comité des fêtes, Frapna.
- Salariés : CHSCT d'Aluminium Péchiney, Arkema, Thermphos France, délégués du personnel de Pack Systems et Pro. Phy.M. Les membres sont nommés pour trois ans. Ce premier Clic sera suivi de plusieurs autres à Frontenex, Ugine et Saint-Marcel pour le seul département de la Savoie.